

kaléidoscopiques de la télévision. On admet, semble-t-il, un rôle présidentiel, mais sans les freins ni les contrepoids du régime présidentiel. On fait des déclarations lors des conférences de presse plutôt que dans cette enceinte, en particulier à la veille de l'ouverture du Parlement. Le célèbre correspondant parlementaire Charles Lynch a parlé de cette situation dans un récent article dont voici un extrait:

Au cours de leurs conférences de presse, peu de présidents des États-Unis ont traité une gamme de sujets aussi vaste que l'a fait hier M. Trudeau. En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, il a sermonné la France, les séparatistes du Québec, la Compagnie des jeunes Canadiens et il a en outre reconnu le Vatican.

Il a élargi son cabinet, qui était déjà le plus nombreux de l'histoire du Canada, en ajoutant un ministre du blé et un adjoint au ministre des Finances. Il a ajouté que le cabinet pourrait encore s'agrandir.

Le pouvoir grandissant de l'exécutif est l'un des traits inquiétants dont j'ai constaté la manifestation sournoise et constante au cours des 19 années que j'ai passées ici. Si le premier ministre, lorsqu'il parle d'évolution et de la nécessité de consulter l'institution parlementaire pour résoudre les différends, est vraiment sincère, il doit joindre les actes à la parole. Ces actes doivent différer énormément des mesures et de l'attitude qui ont prévalu au sein de l'exécutif du gouvernement actuel depuis son entrée en fonctions, il y a à peine un an.

Le Parlement ne donne plus le diapason du gouvernement au Canada. Certains disent que le Parlement est mort, que cette Chambre est morte et que les débats, dans cette enceinte, ne présentent plus d'intérêt et ne sont plus une confrontation, aussi prétend-on que les députés l'abandonnent en masse. La haute cour de l'opinion publique, celle qui sert de raison d'être à cette institution, tend à se muer en fabrique de lois. Rien ne révèle plus clairement les véritables intentions du gouvernement, ici à la Chambre des communes, que son insistance à faire adopter le bill C-75, aux jours néfastes de la dernière session, en juillet dernier.

Un autre problème, en relation étroite avec les difficultés éprouvées pour maintenir l'unité nationale dans un contexte de diversités grandissantes, est la nécessité de faire face aux problèmes permanents—et toujours plus vastes—de la disparité régionale. Dans une institution aussi importante que celle du Parlement, cette pierre de touche de l'opinion publique, nous ne serons vraiment aux prises avec les problèmes du Canada en tant que nation que lorsque nous nous attaquerons concrètement à nos problèmes économiques.

Un des projets précis mentionnés par le

[L'hon. M. Dinsdale.]

premier ministre pendant les élections confuses de 1968 avait été la nécessité de s'attaquer aux disparités régionales et de créer une situation économique plus équitable dans les diverses parties du Canada. Malheureusement, étant donné les changements de circonstances, les pauvres sont devenus plus pauvres et les riches plus riches. Je ne songe pas seulement aux individus, mais aux régions sous-développées du Canada. En raison de l'absence de diversification de l'économie et aussi de la tendance à participer au pouvoir politique autant qu'au développement économique, il y a une concentration dans les deux grandes provinces centrales. J'estime nécessaire de mentionner qu'en ce moment, il y a des mouvements dans l'extrême Est du Canada comme dans l'Ouest. Des discussions sont en cours en vue de lancer un appel conjugué à Ottawa afin de faire éclater le noyau du pouvoir économique dans le triangle d'or auquel il est si souvent fait allusion.

• (9.40 p.m.)

En étudiant le discours du trône, je me range parmi les députés qui ont relevé son peu de précision sur les politiques à suivre, et sa façon trop générale d'aborder les grandes questions économiques du Canada. Il semble presque que le gouvernement actuel nous rappelant ainsi ce qu'a dit l'honorable Louis St-Laurent à propos de l'indifférence des gouvernements successifs envers le développement du Nord, traite des problèmes des extrêmes est et ouest, de façon fort distraite. Il semble presque que le gouvernement actuel considère l'Est et l'Ouest comme des colonies à apaiser, mais à ne pas doter de programmes économiques, nécessaires néanmoins pour s'attaquer à l'une des principales difficultés à laquelle l'unité nationale se heurte, c'est-à-dire les disparités régionales.

Je pourrais signaler de nombreux exemples de ce genre, mais vu le peu de temps qu'il me reste, je voudrais juste dire en passant—et je sais que le député de Winnipeg-Sud-Centre (M. Osler) a traité de ce sujet l'autre jour—que des manifestations importantes auront lieu à la fois au Manitoba et dans les Territoires du Nord-Ouest l'an prochain quand ces deux parties du Canada célébreront leur centenaire. Voilà qui souligne le fait que lorsque le Manitoba a été séparé des Territoires du Nord-Ouest en 1870 et que l'ensemble de ces derniers s'est intégré à la Confédération, on a ajouté une nouvelle dimension à la communauté des Canadiens ainsi qu'une force positive et dynamique à ce que nous appelons dans l'Ouest du Canada la mosaïque canadienne. Il s'est trouvé que dans l'Ouest du